

mercredi 20 août 2014

- = Mais où se trouve le baril de pétrole à 200\$? p.1
- = Le mirage Saoudien p.3
- = Irak: le pétrole, enjeu majeur du conflit entre Kurdistan, Turquie et USA p.8
- = D'où viendra le prochain désastre ? p.10
- = Le « jour du dépassement » arrive de plus en plus tôt !... On épuise notre pauvre planète !! p.12
- = L'incroyable dette publique américaine est la source de tous les problèmes... p.13
- = Le PIB du Japon perd 6,8% p.16
- = La Russie va lancer la carte de crédit (China) UnionPay ! p.17
- = Quelle bulle? Les prix de l'immobilier chinois ont enregistré des baisses dans plus de 90% des villes du pays p.22
- = Grèce : 850.000 travailleurs ne sont pas payés depuis 1 an p.23
- = Perspectives d'avenir : de cette misère, de ce désespoir, de ces morts, vous êtes directement responsables, messieurs du gouvernement. p.24
- = Sears Canada encaisse une lourde perte, ses ventes chutent p.26
- = Après la ville intelligente, la ville "humainement intelligente" p.27
- = Les promesses ratées de RER Hydro [l'échec de l'éolien] p.29
- = Revue de presse du 16/08/2014 p.31



Mais où se trouve le baril de pétrole à 200\$?

Par Jeff Rubin Jeudi, 24 Mai 2012 2000Watts.org

- Il y a quatre ans, quand j'étais encore économiste sur les marchés mondiaux chez CIBC (Canadian Imperial Bank of Commerce), j'avais prévu que la croissance économique mondiale était sur le point d'envoyer les prix du pétrole à 200 dollars le baril d'ici 2012.

En bref, l'argument était fondé sur une analyse axée sur l'offre des sources d'approvisionnements futures de pétrole contre les coûts nécessaires pour leur extraction et le traitement de ce pétrole. Cette annonce (qui ne s'est pas réalisée) avait reçu une certaine attention à l'époque.

Malheureusement, cette analyse particulière n'avait pas suffisamment pris en compte l'impact étouffant que les prix du pétrole pouvaient avoir sur la croissance économique. À l'époque, une capacité limitée d'augmenter la production pétrolière mondiale, par rapport à l'emballement de la demande, signifiait que les prix n'avaient nulle part où aller à part à la hausse. Comme les événements qui s'en suivirent le démontrèrent de façon spectaculaire, un prix du baril à 3 chiffres a eu un effet beaucoup plus critique sur la demande que l'incapacité de l'offre.

Le baril à 147\$ a tué la croissance

Au moment où le pétrole a atteint les 147 dollars, l'impact économique a été plus que suffisant pour déclencher une réaction en chaîne, y compris aux Etats-Unis, ou la stimulation à la hausse des taux d'intérêts des prêts hypothécaires fit éclater la bulle et inaugurer la plus profonde récession mondiale de l'après-guerre.

Au lieu de marcher vers 200\$ le baril, brusquement les prix du pétrole changèrent de cap et plongèrent sur le chemin des 40 dollars le baril.

De 147 à 40\$ en quelques mois

La baisse des prix du baril a été prise, par certains, comme une preuve que le pétrole continuera à être tout aussi bon marché et abondant que par le passé.

Comme indique le retour rapide de l'or noir à la zone des 100\$, cela n'est manifestement pas le cas. Mon appel à un pétrole à 200\$ avait été lancé pour souligner l'énorme coût de la livraison mondiale des 90 millions de barils par jour.

Alors aujourd'hui, je maintiens mon analyse passée.

Le pompage de plus en plus de barils, nécessitera des prix toujours plus élevés. Il suffit de regarder ce qui s'est passé lorsque les prix du pétrole ont plongé. Dans les sables bitumineux de l'Alberta, 50 milliards de dollars d'investissements avaient été annulés ou reportés. L'histoire est sensiblement identique au large du Brésil et au Venezuela, deux pays qui vont jouer un rôle essentiel pour couvrir les des besoins de pétrole à l'avenir.

La Fin de la Croissance Mondiale

Mon mea culpa trouve ses racines dans ma sous-estimation des effets de la demande dans mon équation. Après que la croissance économique se soit effondrée, les prix du pétrole ont plongé à 40 dollars, stabilisant la demande mondiale.

Aujourd'hui, le même film est sur le point de se rejouer. Des récessions sont déjà en marche à travers toute l'Europe. La croissance économique en Amérique du Nord est terne. Pendant ce temps, le spectre des défauts de paiements de la dette souveraine dans la zone euro continue de peser sur les marchés financiers mondiaux.

De plus, nous assistons à une nouvelle forte baisse des prix du pétrole, non pas parce que le pétrole est abondant, mais parce qu'une fois de plus, le monde ne peut pas se permettre de rester en récession.

Qu'est-il arrivé à ma prévision de 200\$ le baril de pétrole? Tout simplement, la fin de la croissance.

Vidéo: Jeff Rubin: La Crise Financière de 2008. Quel fut le rôle du Pétrole



<https://www.youtube.com/watch?v=Haw1N96icGI>

[Le mirage Saoudien](#)

Posted by Yanik Déry On avril - 26 - 2011 www.PicPetrolier.net

Les récents évènements en Libye ont ramené la capacité de production pétrolière de l'Arabie Saoudite (AS) à l'avant-plan du dossier énergétique. Après des semaines d'incertitude, voilà que le Royaume [annonce en grande pompe](#) avoir augmenté sa production à 9 millions de barils par jour (M bpj) et que sa capacité de production excédentaire peut combler l'arrêt des exportations de brut venant de la Libye, à savoir environ 1,3 M bpj. Or, malgré une baisse temporaire des prix au moment de cette annonce, et une baisse sur les marchés internationaux durant trois jours consécutifs la semaine dernière, les pressions à la hausse restent importantes, au point où les prix actuels se rapprochent des sommets historiques de 2008 qui avaient

contribué à plonger le monde dans la plus grande récession depuis la crise de 1929.

Ce matin (26 avril 2011), le Brent se transige à 124\$ÉU, le WTI à 112\$ÉU et la hausse des dernières semaines se poursuit. Il semble de plus en plus évident que plus personne ne croit réellement aux capacités du Royaume saoudien d'augmenter significativement sa production et ses exportations pour une longue période. À ce propos, les [révélations de l'automne 2009](#) du *whistleblower* de l'International Energy Agency (IEA) parues dans *The Guardian*, à l'effet que les réserves mondiales, et particulièrement saoudiennes, étaient largement surestimées, révélations confirmées par les [câbles wikileaks publiés en février dernier](#), contribuent largement au climat de scepticisme par rapports aux prétentions saoudiennes, et donc à l'augmentation actuelle des prix.

Même si les dernières données disponibles montrent une augmentation de la production saoudienne depuis l'automne 2010, pour environ 500 000 bpj, dont à peine quelques milliers de barils depuis le début du conflit libyen, les données publiées pour février et mars 2011 montrent justement que la production du Royaume [ne compense absolument pas pour la baisse de production en Libye](#) (Analyse et graphiques sur TheOilDrum.com, en anglais). L'augmentation de la production est plutôt due à la très forte croissance de la demande intérieure du pays, surtout en prévision de l'été, la « haute saison » pour la consommation énergétique dans le pays, alors que la climatisation tournera à son maximum. Et c'est là que les milliards de barils enfouis dans le désert et plus encore les millions de baril par jour de capacité excédentaire, qu'ils soient fictifs ou réels, deviennent un mirage.

La croissance économique actuelle de l'Arabie Saoudite est le véritable *game changer*. Entre 1965 et 2005, sa population est passée de 5 à 25 millions d'habitants. Depuis 2000 seulement, l'augmentation se chiffre à 20%, alors même que le taux d'accroissement naturel reste encore très élevé, à 2,7% par année (*Image Économique du Monde 2010*). La consommation énergétique intérieure est pour sa part passée à 2,4 M bpj en 2009, une augmentation de 50% depuis 2000. Les autorités saoudiennes ont souvent répété que l'AS pouvait augmenter sa production à 12,5 M bpj et même davantage ([ici](#), [ici](#), ou

encore [ici](#)) alors que personne ne regarde les chiffres qui comptent vraiment: les exportations. Le pays exporte moins aujourd'hui qu'il n'exportait en 2005. En fait, les exportations sont en baisse constante depuis 2006. Ce qu'il faut savoir également, c'est que le Royaume utilise le pétrole et le gaz naturel pour produire son électricité. Au total de la consommation énergétique, le gaz naturel compte pour 44% alors que le pétrole et ses dérivés (essence, diesel, kérosène...) comblent le reste. La désalinisation est une autre source importante de consommation d'énergie. Quelque 70% de l'eau potable de l'AS provient de l'une des 27 usines de désalinisation, qui requièrent des quantités phénoménales d'énergie, soit environ 1,5 M bpj.

Plus important encore, si toutes ces tendances se maintiennent, c'est presque une lapalissade d'affirmer que le pire reste à venir. En 2010, avant même les troubles en Tunisie et partout au Moyen-Orient, le ministère de l'Économie et du Développement (Arabie Saoudite) avait fait part de son nouveau plan de développement. Ce plan visait à accroître d'avantage le développement économique afin d'assurer les besoins d'une population grandissante. Les grandes lignes du plan étaient les suivantes:

- Intensifier les efforts afin d'augmenter le niveau de vie des citoyens

- Créer des emplois

- Équilibrer le développement parmi les régions du Royaume

- Développer les infrastructures

- Augmenter la compétitivité de l'économie et des produits nationaux

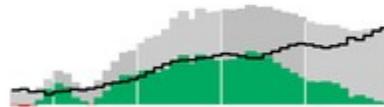
Au niveau politique, on peut traduire cela par: « acheter la paix sociale ». Au niveau économique, on peut parler de « cannibaliser » les ressources. Une croissance démographique et économique parmi les plus importantes de la planète, jumelée à une politique de « stimulation » de la consommation et dans une certaine mesure de la valorisation du mode de vie euroaméricain, dans un pays où le revenu par capita est parmi les plus élevés au monde, le résultat net est clair et sans appel: **les exportations nettes de l'Arabie Saoudite sont entrées dans leur déclin final et l'AS cessera d'être un exportateur de pétrole beaucoup plus tôt que ne le prévoyaient les spécialistes.**

Quand? Les paris sont ouverts. Selon les données actuelles sur la croissance saoudienne, le Royaume pourrait consommer entre 6 et 8 M bpj en 2030, alors que les prévisions de production avoisinent justement les 8 M bpj! Autrement dit, quelque part entre 2020 et 2030, il ne restera que des miettes à exporter. L'observateur pourrait alors penser que rien ne presse parce qu'il reste probablement plus qu'une décennie pour s'ajuster, comme dans le cas plus global du pic pétrolier mondial, mais il serait dans l'erreur. Les récents événements du « printemps arabe », et particulièrement le cas de l'Égypte, apportent un nouvel éclairage qu'aucun média *mainstream* n'a mentionné jusqu'à maintenant. L'Égypte est en ce moment même en train de passer d'exportateur net à importateur de pétrole. Même si les quantités en jeu restent minimales par rapport à l'Arabie Saoudite – une production d'environ 665 000 bpj en 2010 – le résultat net est que le pays a perdu les dizaines de millions de dollars par mois de « rente » pétrolière qu'il a retirée depuis la fin des années 1970, et qui avait justement contribué à son fulgurant développement à partir des années 1990. Mais, aussi et surtout, il a perdu la capacité financière de subventionner fortement le prix de nombreuses denrées de base, dont le pain. À cet égard, les émeutes de la faim de 2008 n'étaient qu'un prélude à ce qui s'est passé plus tôt cette année.

Il est donc plausible de croire que de graves troubles sociaux puissent aussi survenir en Arabie Saoudite dans les années à venir, au fur et à mesure que les exportations baisseront. Comme dans le cas actuel de la Libye, où fait rage une guerre civile, ou dans le cas du Nigéria, où la rébellion se poursuit, l'instabilité politique et sociale a des impacts majeurs sur la production et, plus important encore, sur les exportations. À la lumière des données citées précédemment, et si rien 'est fait pour renverser la tendance, l'actuel Royaume d'Arabie Saoudite pourrait bien cesser d'exister bien avant que ne cessent ses exportations.



Egypt : Oil



Year 1960 1970 1980 1990 2000 2010
Data: BP Statistical Review 2010 Graphic: mazamascience.com



Saudi Arabia : Oil



Year 1960 1970 1980 1990 2000 2010
Data: BP Statistical Review 2010 Graphic: mazamascience.com

** En gris, la production, en vert, les exportations, alors que la ligne noire indique la consommation*

Note: Les données sur l'Arabie Saoudite sont tirées d'un important dossier préparé par Johnathan Callahan PhD, et publié sur TheOilDrum ([What is "our" oil doing in their economy? — Saudi oil consumption trends](#)). Vous y trouverez graphiques, références et beaucoup d'autres données. Je vous suggère fortement la lecture de ce dossier de même que les discussions et les commentaires qui suivent où il est beaucoup question des perspectives politiques, économiques et sociales découlant de l'analyse de ces données.

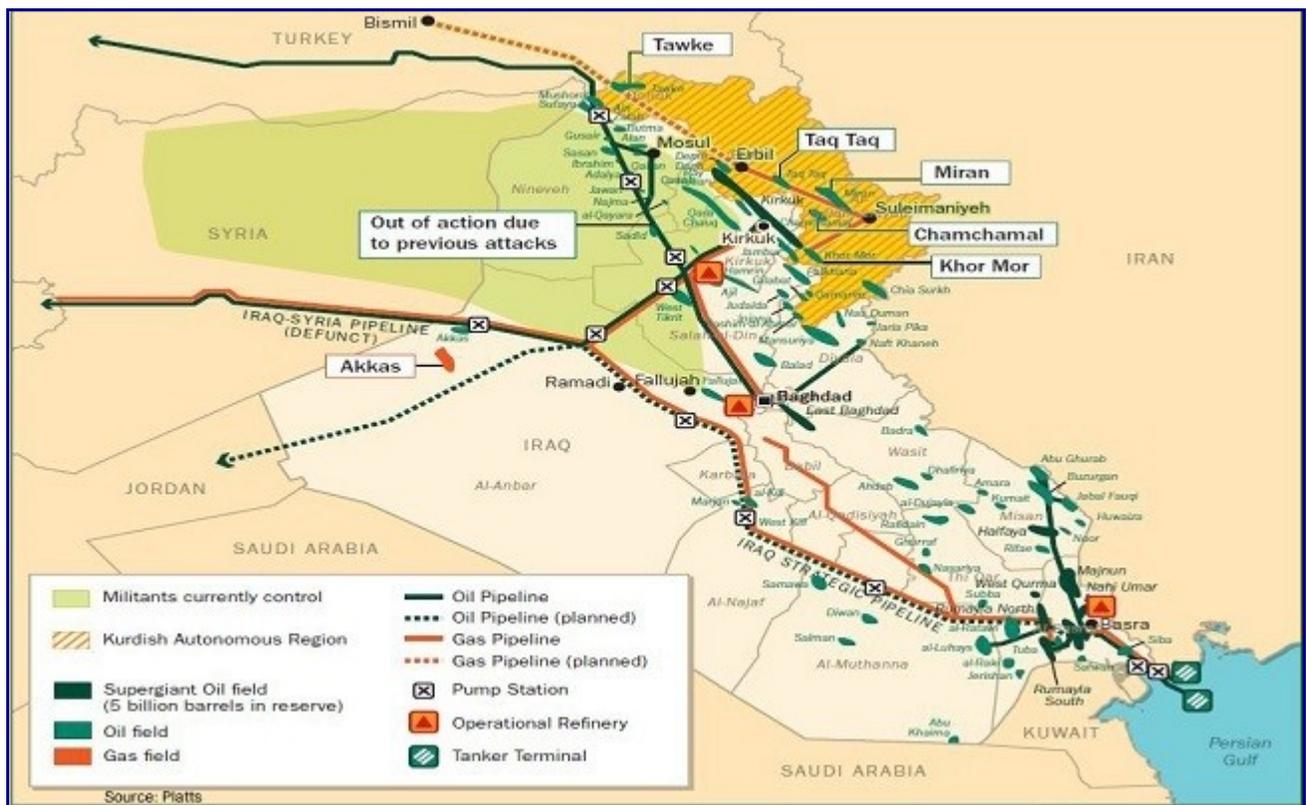
Irak: le pétrole, enjeu majeur du conflit entre Kurdistan, Turquie et USA

Elisabeth Studer – www.leblogfinance.com – 17 août 2014 20 Août 2014

Selon le site d'information « Jutarnji List », cité par l'agence de presse Reuters, un pétrolier transportant du pétrole brut du Kurdistan irakien est entré dans le port croate Omisalj. Ce pétrolier contenant 80.000 mètres cubes de pétrole devait être déchargé dimanche.

Il s'agit de la quatrième cargaison d'une telle envergure de brut en provenance du Kurdistan irakien, chargée dans un port de Turquie, à destination de la Croatie.

Un tel événement est loin de devoir être pris à la légère car il démontre qu'en dépit de ses désaccords avec le gouvernement central de Bagdad sur l'exportation du pétrole, le Kurdistan a pu trouver des débouchés pour sa production.



Selon David Rigoulet-Roze, spécialiste des questions énergétiques au Moyen-Orient, s'exprimant sur TV5Monde, du pétrole du Kurdistan est

exporté depuis janvier, via des camions citernes vers la Turquie.

Autre alternative en dehors de la voie maritime : depuis mai 2014, un pipeline ayant pour destination le port turc de Ceyhan permet également de fournir la Turquie en hydrocarbures. Laquelle assume pleinement ses relations économiques avec cette région d'Irak. Elle affirme même haut et clair destiner ce pétrole au marché international.

Le gouvernement du Kurdistan a en effet décidé d'octroyer des concessions pétrolières à des entreprises étrangères (Exxon Mobil, Chevron, Total) sans l'aval de Bagdad, avec l'ouverture d'un oléoduc partant de Tak

Tak (raffinerie dans la région d'Erbil), d'une capacité actuelle de transit vers la Turquie de 100 000 barils/jour, pouvant atteindre à terme 400 000 barils/jour.

A noter que le Kurdistan irakien produit 125 000 barils/jour et souhaite porter sa production à 200 000 barils/jour dans les prochains mois, puis à 400 000 barils/jour à la fin 2014. La construction de nouveaux sites de pompages est envisagée afin de porter le volume extrait à 1 million de barils/jour.

L'Irak unitaire est le deuxième pays de l'OPEP en terme de réserves pétrolières, après l'Arabie saoudite. Néanmoins, son potentiel s'avère être sous-utilisé en raison de l'embargo mis en place contre Saddam Hussein.

Rappelons à toutes fins utiles que l'intervention militaire américaine qui a débuté le 8 août dernier a officiellement pour objectif de protéger les minorités religieuses du Kurdistan irakien, massacrées par les djihadistes de l'Etat islamique.

Il n'en demeure pas moins que certains analystes estiment que cette intervention américaine s'avère être quelque peu tardive, soulignant également que cette partie de l'Irak s'avère être particulièrement riche en pétrole, puisque qu'elle constitue le deuxième pôle exportateur d'Irak.

Après être rentrés à Qaraqosh, et avoir massacré les populations chrétiennes, les miliciens de l'Etat islamique d'Irak ont accru leur pression sur les champs de pétrole du Kurdistan. Toutefois, ils pourraient se heurter, au sud du gisement de Kirkouk, aux populations yézidiennes. Lesquelles, de culture et de langue iranienne, viennent de recevoir l'aide logistique et militaire des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Cette région, située autour de la ville d'Erbil, disputée entre les Kurdes et

l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), suscite un intérêt particulier. Si l'on superpose la carte des gisements pétroliers du nord de l'Irak et celle des minorités, on s'aperçoit que le foyer yézidi, situé au sud de Kirkouk, pourrait constituer un territoire tampon susceptible de protéger les gisements pétroliers du nord contre les appétits de l'EIIL.

Sources : French.irib, egaliteetreconciliation

D'où viendra le prochain désastre ?

20 août 2014 | **Bill Bonner** | <http://la-chronique-agera.com/prochain-desastre/>

▪ Comme le savent les lecteurs de longue date, nous sommes un connaisseur, en matière de désastres. Tout comme certaines personnes ont le palais sensible à tout ce qui concerne l'oenologie... nous avons le nez pour les désastres. Oui, nous sommes le Robert Parker des catastrophes. Nous en avons goûté des centaines de variétés. Nous les faisons rouler dans notre esprit et détectons les subtiles différences. Nous nous souvenons des plus infimes nuances. Et nous pouvons en sentir une approcher à des kilomètres.

On pourrait résumer ça de la manière suivante :

Il y a un nombre infini d'inconnues connues et d'inconnues inconnues — et n'importe laquelle d'entre elles pourrait causer un désastre.

De bien des manières, nous sommes plus vulnérables à un désastre aujourd'hui qu'à tout autre moment de l'histoire humaine.

Qu'est-ce qui pourrait causer un désastre majeur ? La météo... la guerre... la maladie... la famine — les Cavaliers de l'Apocalypse sont encore parmi nous, de toute évidence. Et désormais, ils ont des iPhones en main.

Imaginez quelques étés plus froids que d'ordinaire dans l'hémisphère nord... et des sécheresses en Australie et en Amérique du sud, les seuls producteurs agricoles de bonne taille au sud de l'équateur. Cela pourrait aisément réduire la production alimentaire de 10%. Les réserves fondraient rapidement. Que mangeraient les gens ? Là, nous soulignons une évidence : il y a beaucoup plus de gens aujourd'hui qu'autrefois.

Pour un récent exemple de désastre majeur, regardez ce qui s'est passé en France en 1940. Les Allemands ont envahi le pays, mis l'armée française en déroute et le chaos s'est installé. Tous ceux qui le pouvaient sont partis vers le sud, pour échapper aux envahisseurs.

Ce fut un désastre politique et militaire. Ce fut un bouleversement social. Mais ça n'a pas causé des millions de morts civiles. Parce que 70% des Français vivaient encore dans des fermes ; ils avaient un "filet de sécurité" qui fonctionnait. Il n'y avait pas d'Etat-Providence très étendu ; les gens étaient encore habitués à se débrouiller par eux-mêmes. Ils stockaient du blé et des pommes de terre. Ils savaient comment cultiver un potager... et même s'ils vivaient en ville, ils avaient généralement des connaissances à la campagne.

Pendant des milliers d'années, ils s'étaient accoutumés à se protéger des famines. Vaches, moutons, chevaux... tous pouvaient être transformés en dîner. *In extremis*, il pouvait en aller de même pour les animaux de compagnie, les rats et les pigeons. Les Français se rappelaient encore le siège de Paris en 1870, quand les restaurants servaient du chat et du chien ainsi que des animaux du zoo. Les côtelettes de chien aux petits pois étaient un des plats favoris de l'époque.

▪ **Les choses ont bien changé**

De nos jours, dans les pays développés, la plupart des gens vivent dans de vastes conglomérats urbanisés. Ils n'ont que quelques jours de nourriture dans leurs placards. Pour en avoir plus, ils dépendent d'un vaste système, complexe et délicat, de rayonnages remplis selon le système du "juste-à-temps". Cela dépend bien entendu à son tour d'un certain nombre de choses... dont chacune pourrait rendre le système tout entier inopérant.

D'abord, il doit y avoir assez de nourriture produite pour nourrir la population mondiale. Il y a sept milliards de personnes sur la planète Terre aujourd'hui... soit le double de ce qu'il y avait en 1940. Et la production alimentaire mondiale suffit tout juste à les nourrir. Selon la comptabilité la plus élémentaire, si la production alimentaire déclinait de 10%, jusqu'à 70 millions de personnes pourraient mourir de faim. De plus, la nourriture n'est plus là où les gens en ont besoin. Elle ne dépend pas de petites fermes disséminées dans la campagne environnante. Elle est cultivée dans les grandes exploitations... qui se trouvent souvent à un continent des gens qui la consommeront.

Le carburant est vital. Et comme l'expliquait Gary North lors du compte-à-rebours vers le non-événement du *bug* de l'an 2000, le système de transport est régulé et contrôlé par des ordinateurs, eux-mêmes vulnérables à leurs

propres désastres. Selon les experts, une grosse onde électro-magnétique suffirait à faire sauter les plombs, interrompant l'électricité et les communications électroniques pendant six mois.

Il y a 14 ans, le Dr North avait calculé qu'un tel *shutdown* pourrait faire des millions de morts. Le désastre pourrait être encore plus vaste aujourd'hui. Une panne de l'internet — ou des systèmes informatiques qui font fonctionner les cartes de crédit et les distributeurs automatiques — laisserait par exemple 320 millions d'Américains sans médicaments, errant dans des centres commerciaux sombres et froids... incapables de fonctionner... et sans aucun moyen d'obtenir de l'argent ou d'en dépenser.

Rappelez-vous que notre système monétaire actuel n'est plus basé ni sur des pièces ni sur du papier-monnaie. C'est un système de crédit dépendant des transactions électroniques pour suivre qui doit quoi à qui. Si le système électronique s'effondre... il en va de même pour l'économie. Nos institutions "filet de sécurité" s'effondreront alors aussi. Ceux qui en dépendent n'ont généralement pas d'épargne, pas de réserves de nourriture ou de médicaments, pas de jardins, pas d'essence. En quelques heures, ils seront au pied du mur.

Et bien entendu... il y a la devise elle-même. Comme on l'a récemment vu au Zimbabwe, lorsque la devise perd sa valeur, toute l'économie part en lambeaux. Les travailleurs ne bossent pas pour rien. Les producteurs ne produisent pas. Les conducteurs ne conduisent pas. Les rayons du supermarché, qui ployaient sous l'accumulation de produits en provenance du monde entier, sont soudains entièrement vides.

C'est à ce moment-là que nous serons ravis de constater que Fido et Minouchette sont bien dodus !

Le « jour du dépassement » arrive de plus en plus tôt !...On épuise notre pauvre planète !!

Posted on 19 août 2014 www.romandie.com

La population mondiale vit à crédit à partir de ce mardi !

Elle a consommé en huit mois l'intégralité des ressources que la Terre peut produire sans compromettre leur renouvellement, a calculé l'ONG Footprint Network qui réalise ce bilan chaque année.

« Pour le reste de l'année, notre consommation résultera en un déficit écologique croissant qui puisera dans les stocks de ressources naturelles et augmentera l'accumulation du CO2 dans l'atmosphère », souligne l'ONG basée aux Etats-Unis.

Le « jour du dépassement » arrive de plus en plus tôt dans l'année, c'est-à-dire que l'humanité engloutit son « budget écologique » de plus en plus vite. Ce jour était tombé le 21 octobre en 1993, le 22 septembre en 2003, et l'an dernier, il avait eu lieu le 20 août.

L'humanité est « entrée en situation de dette écologique » dans les années 70, selon le WWF.

« Aujourd'hui, 86% de la population mondiale vit dans des pays qui demandent plus à la nature que ce que leurs propres écosystèmes peuvent renouveler », poursuit-elle dans un communiqué.

Economie circulaire

Selon Global Footprint Network, il faudrait une planète et demie pour produire les ressources écologiques renouvelables nécessaires pour soutenir l'empreinte actuelle de l'humanité.

Energies renouvelables, régimes alimentaires moins riches en viande, abandonner l'économie linéaire (produire-jeter) pour se convertir à l'économie circulaire où les déchets des uns sont les ressources des autres, repenser l'urbanisme, telles sont les pistes mises en avant par l'ONG.



Attention... la surconsommation nous guette depuis le plus jeune âge !

L'incroyable dette publique américaine est la source de tous les problèmes...

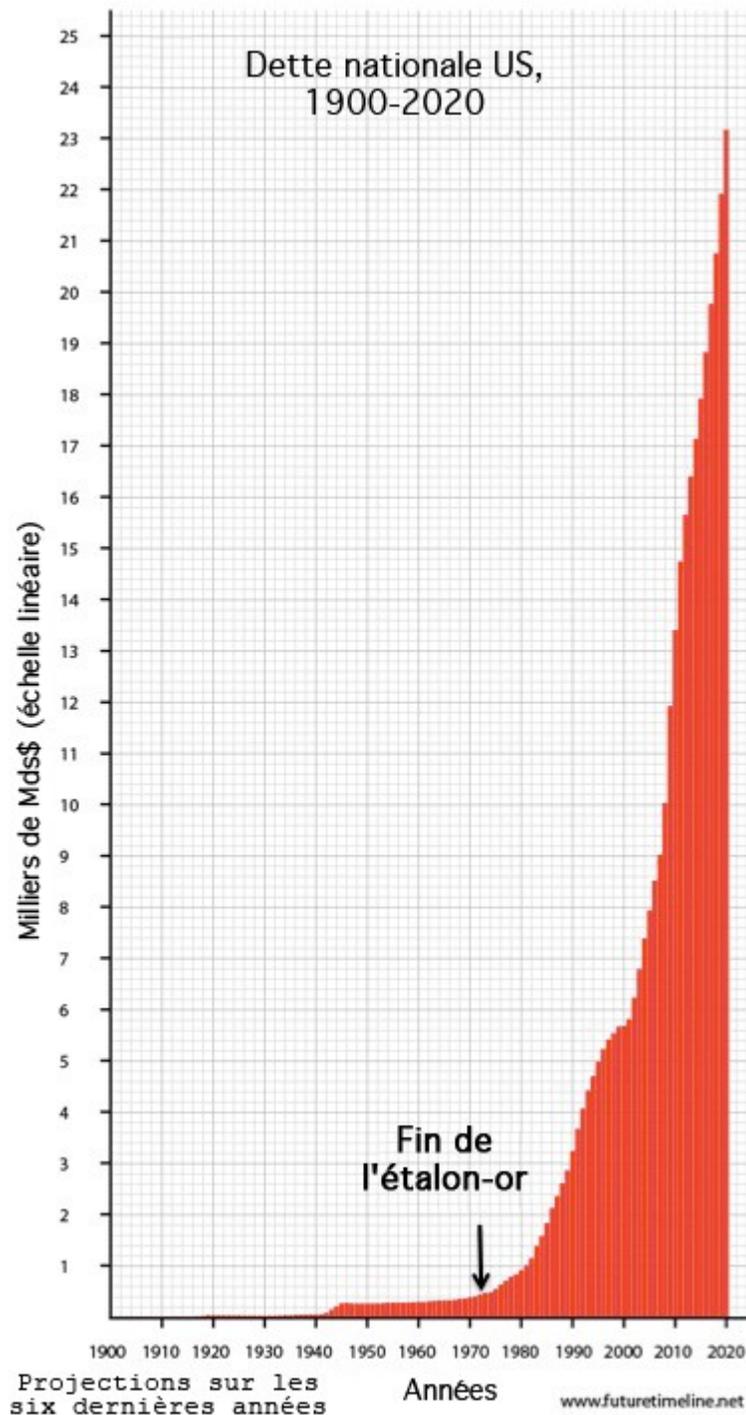
20 août 2014 | [Eberhardt Unger](http://la-chronique-agera.com/dette-publique-americaine/) | <http://la-chronique-agera.com/dette-publique-americaine/>

- La moindre nouvelle positive concernant l'économie américaine (par exemple l'augmentation de 2,7 points en juillet de l'indice des directeurs d'achat pour le secteur non manufacturier à 58,7 points), et voilà le dollar en hausse sur le marché des devises. Les marchés financiers sont persuadés d'un revirement de la politique monétaire et d'une normalisation des taux du marché monétaire américain, pas à pas, à environ 4%.

A la question de savoir comment une telle direction peut être réellement prise au regard de la dette publique des Etats-Unis, incroyablement élevée, les analystes américains invoquent souvent une baisse des nouveaux déficits budgétaires.

Cependant, même lorsque les nouvelles dettes baissent, la dette publique totale reste en hausse ; c'est seulement le rythme de la hausse qui est ralenti.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la dette publique américaine depuis 1900. Il confirme que tous les espoirs d'une baisse de la dette publique US ne sont rien d'autre qu'une illusion. Actuellement à 19 100 milliards de dollars, la dette publique totale devrait passer à 23 000 milliards d'ici à 2020. Une hausse des taux d'intérêt à 2% ajouterait une charge de près de 500 milliards au budget des Etats-Unis.



Impossible de payer ce montant supplémentaire sans l'aide de la Fed et des créanciers étrangers. Cela amènera inévitablement la prochaine crise.

Conclusion : à rebours de tout ce qu'indiquent les données fondamentales, les marchés des devises qui fantasment sur une hausse des taux d'intérêt misent sur une hausse du dollar contre l'euro.

Le PIB du Japon perd 6,8%

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 20 août 2014

A l'aube d'une hausse absurde de la taxe sur la consommation, le Japon a enregistré une réduction de 6,8% de son PIB, un record depuis 2011

Le PIB du Japon a perdu 6,8% au cours du trimestre ayant pris fin au mois de juin. C'est moins que l'estimation médiane des trente-sept économistes interrogés par Bloomberg News, qui était de -7%. Le PIB non-ajusté aux changements de prix a perdu 0,4%.

« Il est fort probable que nous enregistrons un rebond au cours du troisième trimestre de cette année », a déclaré Takeshi Minami, économiste en chef chez Norinchukin Research Institute Co. à Tokyo. « Mais la baisse réelle des salaires et de la production pourraient fortement peser sur cette reprise potentielle ».

Cette contraction fait suite à une hausse de la croissance enregistrée au cours du trimestre s'étant achevé au mois de mars, qui a vu les consommateurs et les sociétés se dépêcher d'effectuer des achats avant que la hausse de la taxe sur la consommation ne devienne effective. Abe continue de faire tout son possible pour soutenir la croissance suite à son succès initial survenu après deux décennies de stagnation économique.

La consommation des ménages s'est effondrée d'un taux annualisé de 19,2% au cours du trimestre dernier, alors que l'investissement privé perdait 9,7% sur la période, ce qui souligne les dommages causés à la demande par la hausse de trois points de pourcentage appliquée à la taxe sur la consommation.

La hausse de la taxe sur la consommation a fortement touché les consommateurs dont les salaires ont stagné et qui ont vu le coût de la vie augmenter suite aux politiques de quantitative easing employées par la Banque du Japon. Les prix des biens à la consommation ont enregistré une hausse de 3,6% en juin par rapport à l'an dernier – ce qui représente neuf fois la hausse des revenus totaux – et les prix des produits alimentaires ont grimpé de 5,1%.

Les importations ont diminué d'un taux annualisé de 20,5%, et les exportations ont perdu 1,8%. Le secteur manufacturier s'en trouve fortement touché, et la baisse de 16% enregistrée par le yen face au dollar depuis l'arrivée d'Abe n'est pas encore parvenue à stimuler l'exportation.

La hausse des profits des entreprises rendue possible par l'affaiblissement du yen et dont ont pu profiter l'année dernière de nombreux fabricants japonais présente elle-aussi des signes de ralentissement.

« Les prix ne cessent de grimper », a expliqué Koya Miyamae, économiste en chef chez SMBC Nikko Securities Inc. à Tokyo. « Il y a des chances que le gouvernement japonais déclare la déflation terminée avant de mettre en place une nouvelle hausse de la taxe sur la consommation ».

Hourrah !

Les prix ont gagné 3,6% (neuf fois plus que les salaires), les dépenses diminuent, les exportations diminuent, les profits des entreprises diminuent, et les prix des produits alimentaires ont gagné 5,1%. Mais en dehors de tout ça, les politiques d'Abe rencontrent un énorme succès...

Regardons cependant les choses du bon côté : les consommateurs japonais ont vu le prix des produits dont ils ont besoin augmenter plus que leurs salaires.

Aussi idiot que cela puisse paraître, c'est exactement ce que recherche le Japon. Jusqu'à ce que la situation lui explose en plein visage...

[La Russie va lancer la carte de crédit UnionPay !](#)

[Reuters / Barry Huang Blog de la résistance 19 août](#)

Tout ça n'a plus d'importance, on sait où on va désormais, et que la mise à mort du dollar est prévue depuis longtemps , pour mettre en place un nouveau système monétaire international : la seule question qui reste est quand ? (et jusqu'à où ils iront : simple crash ou guerre ?)

Apparemment ce sera vite, car chaque jours des news dans ce sens

tombent ; On va finir la semaine avec une revue de presse plus légère; Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)



*Suite à l'embargo des USA sur les cartes de crédit US en Mars 2014, la Russie décide d'utiliser la carte de crédit **China UnionPay***

NDLR : Les sanctions des USA (Plutôt des Banksters de la FED qui gouvernent les USA avec leur CIA et leur OTAN) contre la Russie produisent à des effets inverses de ce qui était prévu !

En effet de plus en plus les pays se détournent du monopole des USA et de leur dollar frauduleux, pour mettre en place d'autres systèmes financiers, affaiblissant petit à petit les banksters de la FED.

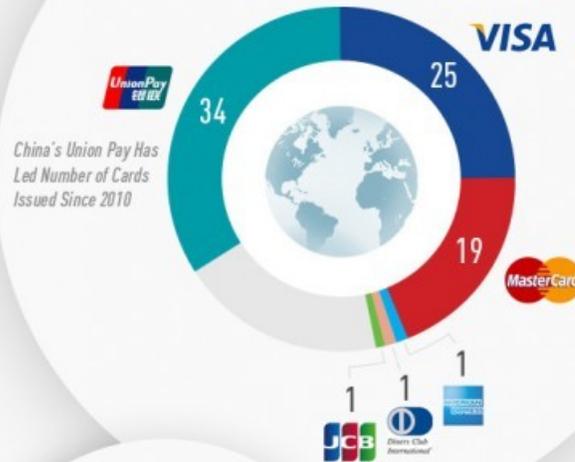
L'annonce d'une banque des BRICS le 22 juillet 2014 va dans ce sens de se libérer de son bourreau !

Nous avons déjà annoncé l'année dernière la création, par les BRICS, d'un nouveau réseau internet qui évitera les USA et son espionnage (<http://changera.blogspot.fr/2013/09/un-cable-internet-des-brics-independant.html>) !

Cela prend du temps à mettre en place, mais les Changements apparaissent tous les jours pour ceux qui savent les voir !

Major Global Payment Systems

Total Cards Issued Worldwide 2012, %



Market Share in Russia 2014

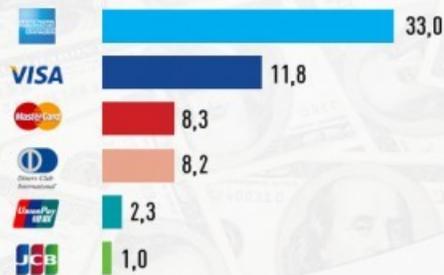
Expert Estimate



Number of Cards in Circulation, billions



Revenue in 2013 (in \$ billions)



Sources: China UnionPay, RBK, Vedomosti, Russia's Federal Custom Services



Oubliez les cartes Visa et MasterCard !
Après que les deux sociétés de paiement du système de crédit américain

ont bloqué les comptes sans préavis en Mars, la Russie a trouvé une alternative avec la carte de crédit China UnionPay !

China UnionPay prévoit d'[avoir 2](#) millions de cartes en Russie au cours des trois prochaines années.

Au lieu de voir les logos des cartes Visa et MasterCard aux guichets automatiques et aux points de vente, les Russes vont commencer à voir les symboles « UnionPay » un peu partout !

China UnionPay (CUP) existe depuis 2002 sur le marché [intérieur chinois](#) comme une alternative à Visa et MasterCard, mais s'est rapidement étendue à l'échelle internationale, et qui est déjà maintenant numéro un en termes de quantité de cartes dans le monde.

Les plus grandes banques de Russie, VTB-Gazprombank, Promsvyazbank, Alfa Bank, MTS, et Rosbank, font déjà les préparatifs techniques et des tests avec les cartes Union Bank.

« VTB24 se sert déjà des cartes China UnionPay dans son réseau ATM et maintenant la banque est en négociations pour commencer à le diffuser chez les commerçants de détail », a déclaré le service de presse de VTB24.

Reuters / Jason Reed

La plupart des banques ont juste commencé leurs négociations avec la [Chine](#) pour offrir à leurs clients des cartes de crédit chinoises et les services associés.

En Mars, Visa et MasterCard avaient bloqué les comptes des titulaires de leurs cartes aux banques BankRossiya et SMF Banque, par sanction des États-Unis suite à l'annexion par la Russie de la [Crimée](#).

Les banquiers Russes qui utilisent les dollars et les euros pour leurs actifs, ont été choqués par cette décision, et ils ont décidé de rapatrier tous leurs fonds en Russie de peur qu'un jour tous leurs actifs soient bloqués par des politiciens de Washington DC.

« Visa et MasterCard avaient 100% de confiance, mais plus en ce moment, il n'y a plus de confiance dans leur système, et beaucoup de nos clients, ont transféré leurs opérations en dollars américains et en euros vers le Yuan.

Ils sont impatients de recevoir cette nouvelle Carte et nous avons déjà une longue liste de gens qui l'attendent pour remplacer leurs cartes MasterCard et Visa, » dit Denis Fonov, Vice-Président à LightBank, une petite banque basée à Moscou.

LightBank travaillait déjà avec UnionPay depuis longtemps avant cette affaire et ont commandé 10.000 cartes d'avance pour les clients.

En raison du blocage, Visa et MasterCard vont devoir payer maintenant un dépôt de garantie à la [Banque centrale](#) de Russie, qui est estimé à plusieurs milliards pour chaque entreprise.

De même, une fois que la carte CUP commencera à fonctionner en Russie, ils devront également verser un acompte de sécurité avec la Banque centrale de Russie, pour environ 3-4 milliards de dollars, selon Fonov.

Reuters / Jim Bourg

Il y a déjà 20.000 cartes CUP en circulation en Russie, et il est prévu plus de 100.000 cartes en Septembre.

En Russie, si de nombreuses banques acceptent les Cartes UnionPay, ce n'est pas encore le cas des marchands, c'est la prochaine étape.

Au début de 2014, ce système de paiement avait déjà émis 4,2 milliards de cartes, principalement en Chine.

En termes de chiffre d'affaires total du commerce mondial, China UnionPay est le leader de la carte de crédit, avec plus de 5,3 milliards de dollars en paiements, soit environ 47% des parts de marché, tandis que Visa a 40,6%, et MasterCard seulement 12,2%, selon le rapport Nilson .

Dans les transactions globales, Visa est toujours le leader de 4,6 milliards de dollars, et China UnionPay vient en deuxième position avec 2,5 milliards de dollars en transactions au premier semestre de l'année dernière.

UnionPay fonctionne déjà avec succès en Australie et au Canada, avec des transactions à la fois en monnaie locale et en yuan.

Au total, la CUP opère ainsi dans 142 pays.

Les cartes d'UnionPay de la Chine seront une solution temporaire pour

que la Russie puisse se passer des systèmes de l'Ouest alors qu'elle se prépare à lancer son propre système de paiement, qui est officiellement prévu pour commencer à fonctionner dans 16 mois, et selon certaines sources, cela pourrait même être seulement dans 2 ou 3 ans.

<http://rt.com/business/180696-china-russia-union-pay/>

Traduction : [Filibert](#) pour [Le Grand Changement](#)

Quelle bulle? Les prix de l'immobilier chinois ont enregistré des baisses dans plus de 90% des villes du pays

par Audrey Duperron · 19 août 2014 [Express.be](#)



Les analystes commencent à s'inquiéter du ralentissement du marché immobilier chinois. Les données officielles ont témoigné de baisses de prix dans 64 villes au cours du mois de juillet, et il n'y a eu guère que dans deux villes chinoises que les prix ont augmenté. Les prix ont même chuté dans la capitale Beijing, pour la première fois depuis plus de deux ans.

Pour les experts de la banque d'investissement Nomura, les baisses de prix constatés dans plus de 90% des villes chinoises semblent corroborer la thèse de la « surproduction structurelle du marché de l'immobilier chinois » qui pourrait poser un problème de long terme pour l'économie du pays.

Cependant, malgré ces perspectives inquiétantes, les économistes de Nomura s'attendent à ce que les objectifs de 7,5% de croissance économique prévus par le gouvernement pour cette année soient atteints. Les analystes anticipent même que la croissance dépasse cet objectif de 0,1%.

Ville après ville, ce ne sont que rues vides et vastes bâtiments publics, certains dans les endroits les plus inhospitaliers. C'est

l'équivalent moderne de la construction des pyramides. Avec 20 nouvelles villes construites chaque année, nous espérons pouvoir poursuivre l'énumération plus avant de notre liste [de villes fantômes] ».

(Déclaration de Gillem Tulloch, un analyste du Forensic Asia Limited (Hong Kong), dans le rapport « [Satellite and Surface Images of Vacant Ghost Cities of China](#) »).

Grèce : 850.000 travailleurs ne sont pas payés depuis 1 an

Crashdebug.fr 19 août 2014



La crise financière a nettement changé les vies des millions de citoyens grecs dont les salaires ont été coupés tandis que leur pouvoir d'achat est retourné 30 ans en arrière.

Selon le rapport annuel de l'institut de travail de la confédération générale des travailleurs grecs (INE-GSEE), le pouvoir d'achat du salaire minimum actuel s'élève au niveau des années 1980. Ceci signifie qu'avec le salaire minimum actuel, les Grecs peuvent acheter les mêmes biens et services qu'ils ont achetés au début des années 80. Le rapport a également enregistré un numéro de travailleurs impressionnant qui ne sont pas payés à temps.

Le rapport prouve qu'environ 850.000 travailleurs attendent jusqu'à 12 mois pour recevoir leur salaire. Le phénomène de l'emploi bénévole est largement étendu, particulièrement dans les magasins de détail à moins de cinq

employés.

Selon le rapport, les caractéristiques principales du marché du travail en Grèce sont :

[*] Faibles salaires

[*] Travail non assuré

[*] Formes souples d'emploi. Tandis qu'en 2009 l'emploi souple représentait 26% de nouveaux contrats, en 2013 l'emploi souple a représenté 51%.[/*]

Selon des chiffres, le salaire réel moyen dans le secteur privé est de 750-800 euros comparés à 1.100 euros au début de la crise économique, enregistrant une diminution de 23%.

La crise a également eu un impact dramatique sur le salaire minimum des travailleurs plus de 25 ans : Elle a chuté à 560 euros par mois, alors qu'elle était de 751 euros (diminution de 22%). Pour des travailleurs au-dessous de 24 ans, le salaire minimum s'élève à 510 euros.

Perspectives d'avenir : de cette misère, de ce désespoir, de ces morts, vous êtes directement responsables, messieurs du gouvernement

Par Jacques Sapir Publié par medisma sur 19 Août 2014

Perspectives

Il est maintenant acquis que la croissance en 2014 devrait être de 0,5%, ce qui implique bien entendu une forte hausse du chômage (le niveau de croissance stabilisant le chômage étant de 1,3%) mais aussi du déficit public et de la dette. Les perspectives pour 2015 ne sont pas, elles non plus, des plus brillantes. L'agence de notation Moody's estime que la croissance sera inférieure à 1%. La menace d'une déflation, de ce que l'on appelle en économie la « spirale déflationniste », est aujourd'hui réelle. Cette spirale, c'est celle qui a frappé l'Europe après la crise de 1929, dont l'enseignement a été retiré des programmes d'Histoire des lycées aux fins d'allègements... Le ralentissement de l'investissement productif que la France connaît depuis maintenant près de trois ans pèse sur ces perspectives pour deux raisons. La première est que la faiblesse du renouvellement du capital productif pénalise l'efficacité du secteur productif : c'est l'effet *offre*. Mais, il y a une seconde raison. Si la productivité française augmente moins vite que celle de ses

concurrents, nos entreprises « résidentes » se verront évincées des marchés tant internes qu'externes. Pour éviter cela, elles devront réduire encore plus leurs marges, qui sont pourtant à un niveau historiquement faible, ce qui entraînera une nouvelle contraction de l'investissement ; c'est l'effet *demande*. Des mesures comme le fameux « Pacte de responsabilité » ne peuvent jouer qu'à la marge. Les fameux 50 milliards, dont le gouvernement nous rabâche les oreilles, seront trop étalés dans le temps pour avoir un effet notable. Par ailleurs, ce « Pacte » va entraîner une pression à la baisse sur les rémunérations des salariés, ce qui va peser négativement sur la consommation. Dans ces conditions, il est plausible –si la situation internationale ne se dégrade pas- que la croissance en 2015 soit de 0,8%. Mais, compte tenu des tendances actuelles à la dégradation, on peut prévoir un taux inférieur, et l'année 2015 pourrait bien être aussi mauvaise que ne le sera déjà 2014. Nous devrions atteindre le cap des 4 millions de demandeurs d'emplois (pour la catégorie « A » seulement...).

Ces chiffres, cependant, sont loin de dire toute la réalité. Certes, ils sont nécessaires. Sans ces mesures macroéconomiques, ces raisonnements dépersonnalisés, il est impossible de faire des prévisions sur l'avenir. Mais, derrière ces chiffres, se cache une misère et un désespoir affreux. Le désespoir est aujourd'hui accru par l'absence totale de perspective pour la France. Un indice nous en est donné par les chiffres des suicides. Si la fréquence des suicides baisse en France (tout en étant élevée pour l'Europe et le monde), cette baisse est due à une meilleure prévention des suicides d'adolescents (et de jeunes) ainsi qu'à une diminution nette chez les plus de 64 ans. La fréquence reste identique dans la tranche d'âge 44-64 ans, celle justement qui est la plus touchée par le chômage, et en particulier le chômage de longue durée. La résignation du gouvernement, celle qui transpire des déclarations d'un Michel Sapin ou d'un Manuel Valls, celle qui se cache sous les oripeaux d'un pseudo « discours de vérité », a, à cet égard, des conséquences catastrophiques. Ce n'est pas la même chose de subir une crise passagère ou de se dire que l'on n'a plus d'avenir. Il ne faut pas aller chercher plus loin les causes de la dépression française, dont on peut mesurer à chaque instant l'ampleur et la profondeur. Oui, messieurs du gouvernement, LE CHÔMAGE TUE ! Ce n'est pas quelque chose que l'on peut soigner par des aides et des subventions (si utiles soient-elles par ailleurs). Et le chômage va tuer de plus en plus, directement et indirectement. De cette misère, de ce désespoir, de ces morts, vous êtes directement responsables, messieurs du gouvernement.

Car, une autre politique est possible. Il faut lire ce que des banquiers, parfois saisis d'un accès de lucidité, écrivent : « L'autre cause de la déflation est l'euro dont les erreurs de conception apparaissaient désormais avec effarement. C'est ainsi que la logique des pays du Nord, qui était fondée sur une désinflation compétitive se transforme en déflation récessionnaire. L'euro est devenu une monnaie génétiquement déflationniste »^[1]. Il est clair qu'il faut sortir, et sortir vite, de ce piège mortel. Contrairement à ce qu'affirment les prétendus « decodeurs » du *Monde*^[2], le problème est bien moins compliqué que ce que l'on pense. La question de la dette publique se fonde sur une jurisprudence constante, tant internationale que nationale, depuis les années vingt. La dette émise sur le sol français sera remboursées dans la monnaie de la France, quelle que soit cette monnaie. De ce point de

vue, les « experts » de la fondation *Copernic* se trompent, et ne connaissent nullement les pratiques juridiques. Il n’y aura pas de procès en chaîne, car les « plaignants » savent qu’ils les perdraient. Rappelons que, pour un Français achetant de la dette aux Etats-Unis, et qui perd parce que le Dollar baisse par rapport à l’Euro, il n’y a AUCUN recours !

Graphique 1

Pourcentage des dettes émises en droit national et étranger

	Dette souveraine		Total	
	Local Law	Foreign Law	Local Law	Foreign Law
Austria	93%	7%	77%	23%
Belgium	95%	5%	62%	38%
Finland	83%	17%	67%	33%
France	97%	3%	81%	19%
Germany	100%	0%	94%	6%
Greece	36%	64%	35%	65%
Ireland	100%	0%	66%	34%
Italy	94%	6%	78%	22%
Netherlands	94%	6%	83%	17%
Portugal	89%	11%	66%	34%
Spain	87%	13%	80%	20%
Total	93%	7%	81%	19%

Source: Nomura Credit Syndicate, Bloomberg, and ECBC

Seule, une sortie de l’Euro, réalisée rapidement, d’ici la fin de 2015, est en mesure de redonner du dynamisme à l’économie française, et de permettre de réduire substantiellement le chômage. Je l’ai déjà dit et écrit à de nombreuses reprises, cette sortie de l’Euro, et toutes les mesures connexes qui devraient être prises, ne règlera pas tous les problèmes. Mais, aucun de ceux-ci ne pourra être réglé tant que nous serons dans l’Euro.

[1] Colmant B., « La déflation serait la dernière défaite de l’euro », 19/08/2014, https://blog.degroof.be/fr/article/la-deflation-serait-la-derniere...81bbb&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer

[2] http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/08/18/les-nouveaux-arguments-du-fn-pour-sortir-de-l-euro_4473049_4355770.html

Sears Canada encaisse une lourde perte, ses ventes chutent

LesAffaires.com 20 août 2014

Sears Canada a encaissé une lourde perte à son deuxième trimestre, la

société ayant subi les contrecoups de la baisse de ses ventes et des frais liés à sa restructuration.

Pour la période de trois mois terminée début août, le détaillant généraliste a affiché une perte nette de 21,3M\$ ou 0,21\$ par action, tandis qu'elle avait dégagé un bénéfice net de 152,8M\$ ou 1,50\$ l'action.

L'entreprise attribue la perte essentiellement aux charges de 7,9M\$ liées à sa transformation. Elle a notamment versé des indemnités de cessation d'emploi à des employés.

L'entreprise a aussi inscrit des charges découlant de la baisse de valeur d'actifs et de la fermeture de magasins.

Les ventes du détaillant ont reculé de 11,9% pour s'établir à 845,8M\$, contre 960,1M\$ un an plus tôt.

Les ventes comparables, une mesure clé de la performance des détaillants, ont fléchi de 6,8% par rapport à la même période l'an dernier. Cet indicateur permet de mesurer la performance des établissements ouverts depuis au moins un an.

La direction de Sears précise que la baisse des revenus est principalement le reflet de la fermeture de magasins et du temps anormalement froid ce printemps.

Sears dit avoir appliqué des réductions de prix importantes pour liquider les vieux stocks. Elle a aussi réduit ses dépenses de plus de 13% par rapport à la même période l'an dernier.

La société mère de Sears Canada, Sears Holdings, avait indiqué ce printemps qu'elle évaluait la vente de sa division canadienne.

Le titre de Sears Canada a gagné 23% depuis le début de l'année.

Après la ville intelligente, la ville "humainement intelligente"

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 19/08/2014

Le semaine dernière, je vous ai parlé de l'initiative « jevoismontréal.com » ainsi que des six tendances qui influencent l'avenir des villes (telles que vues par le Forum économique mondial). Poursuivons sur le thème de la ville car,

aux quatre coins de la planète, celle-ci devient le principal moteur de la croissance.

Cet automne, mon collègue [Julien Brault](#) visitera quelques unes des villes numériques les plus avancées au monde pour produire une série de reportages. Si les villes ont la cote, les villes numériques encore plus. Montréal, d'ailleurs, suit la vague. Depuis août, l'administration Coderre a nommé un directeur de la ville numérique, Stéphane Goyette.

Quelles images la ville numérique évoque-t-elle pour vous ? Internet sans fil disponible partout, probablement. On pense spontanément quincaillerie, accès Internet, données ouvertes (tout ce qui a trait au gouvernement en ligne et à la démocratie). C'est vrai, mais ce n'est pas tout.

« La ville "humainement intelligente" conjugue espaces publics réels et espaces publics virtuels. »

Le concept de ville numérique, ou ville intelligente, évolue. Il prend de la maturité. Nous migrons vers une ville que j'ai baptisée « humainement intelligente ».

Dans ce esprit, j'ai lu ce matin une réflexion fort pertinente sur le site français Influencia. L'article s'intitule « [La ville digitale : fini le tape à l'œil !](#) ». Il transpose le concept d'espace public réel en espace public virtuel.

Les espaces publics sont essentiels aux villes. Ce sont les lieux où les citoyens se retrouvent, font connaissance, se découvrent. Les espaces publics sont aussi les lieux où les citoyens entrent en contact avec l'art. On y expose souvent des sculptures, des photos et des installations ou encore on y présente des spectacles. Les espaces verts sont les poumons des villes. Les espaces publics, eux, en sont le cœur.

La ville numérique doit aussi se soucier de ses espaces publics. Ces espaces ce sont les plateformes d'information et d'échange entre citoyens. On ne branche pas une ville uniquement pour mieux gérer ses infrastructures (bien que cela constitue un excellent point de départ). On la branche aussi pour profiter et multiplier l'intelligence collective. Le concept d'espace public numérique existe déjà. Les citoyens n'ont pas attendu après leurs municipalités pour en créer. Mais les espaces publics numériques des villes remplissent une fonction particulière. Ils favorisent la cohésion entre les

citoyens, la mobilisation et le sentiment d'appartenance. Particulièrement les espaces publics de proximité, ceux qui permettent de développer des liens de voisinage et , éventuellement, des quartiers plus entreprenants. Les espaces publics numériques des villes deviennent des lieux d'expression pour les influenceurs qui entraîneront d'autres citoyens dans leur sillon. Chaque quartier possède ses commerçants plus actifs, ses parents plus impliqués, ses citoyens plus militants. L'espace public numérique permet à leurs idées de faire davantage de bruit. La ville « humainement intelligente » exploitera conjointement l'espace public réel et l'espace public virtuel pour que les interactions entre les citoyens naviguent d'un univers à l'autre. Et profiter ainsi du meilleur des deux mondes.

[Les promesses ratées de RER Hydro](#)

LesAffaires.com Publié le 17/08/2014



C'était le premier avril 2014, il n'y a même pas cinq mois. Et avec ce qu'on nous a alors présenté, rien n'aurait pu laisser supposer que c'était une sorte d'involontaire poisson d'avril.

Ce jour-là, la division des Événements du journal Les Affaires présentait une grande conférence sur les enjeux énergétiques actuels qui confrontent le Québec. Des invités de marque, qui nous ont entre autres appris comment la Société des transports de Montréal (STM) se préparait à électrifier sa flotte d'autobus.

Juste avant, une présentation avait retenu l'attention. Imad Hamad, pdg de RER Hydro, était venu expliquer comment sa société allait mettre en service un réseau d'hydroliennes dans le fleuve, à partir d'une nouvelle usine prévue à Bécancour.

Le projet n'était pas banal. Comme partenaire, RER Hydro était allée chercher rien de moins que Boeing pour mettre au point ses turbines sous-marines. En résumé, une hydrolienne, c'est comme une éolienne, mais dont la turbine est actionnée par le courant d'un cours d'eau. Et les rapides du fleuve, en face de Montréal, sont l'endroit idéal.

Les ministères à vocation économique du PQ, alors au pouvoir, avaient senti là le potentiel d'un tel développement, d'autant plus qu'on voulait offrir à la grande région de Trois-Rivières une compensation pour la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly 2.

Pauline Marois est donc venue en novembre 2013, six mois avant l'élection d'avril 2014, annoncer le lancement du projet de RER Hydro, généreusement soutenu par les fonds publics : 85 millions \$ sur une projection globale de 130 millions, avec la perspective de la création de 600 emplois, directement et indirectement. Et celle de voir le Québec devenir un chef de file dans le domaine.

Mais encore fallait-il que RER Hydro réussisse à boucler le reste de son financement. Malgré le potentiel de la filière, apparemment, les financiers sont demeurés sceptiques. Oui, on peut produire de l'électricité à coût avantageux avec des hydroliennes, sans les désagréments des éoliennes. On ne les voit pas et elles ne font pas de bruit. Mais encore faut-il un cours d'eau à grand débit rapide. Il n'y en a peut-être pas tant que ça...

Faute d'appuis, RER Hydro est donc tombée en défaut de paiement face à ses fournisseurs. Et la semaine dernière, dans le rouge de 25 millions de dollars, dont un demi-million dû à ses propres employés, la société a été forcée de demander la protection des tribunaux pour ne pas être acculée à la faillite par ses créanciers.

C'est tellement dommage.

L'idée était et demeure bonne. Un prototype est installé près du pont de la Concorde, en face de Montréal, et fonctionne bien. Les premières évaluations montrent qu'on serait en mesure de produire de l'électricité à coût moindre qu'avec les parcs d'éoliennes en préparation sans autre forme de nuisance. Quarante hydroliennes devaient venir s'ajouter à celle qui est déjà en service dans le fleuve pour une production combinée de neuf mégawatts.

L'équivalent de ce qu'il faut pour alimenter un quartier de Montréal ou de

Québec.

Mais tout est maintenant en suspens. On peut tout au moins en retirer quelques morales.

- 1) Méfiez-vous des promesses des politiciens à la veille des campagnes électorales. Ils sont alors prompts à sortir les phrases ronflantes, mais moins à se servir de leurs calembres.
- 2) Ce n'est pas parce que c'est théoriquement bien que ça va marcher. Le cas du Bixi, à Montréal, nous le rappelle cruellement.
- 3) Et trois, la production d'électricité conventionnelle, à prix réduit à partir de technologies éprouvées, continue de dominer le monde malgré les discours environnementalistes. Il va falloir être patient avec que ça change.

Revue de presse du 16/08/2014

Blog d'Olivier Berruyer les-crises.fr



*La revue
de presse*

CRISE BANCAIRE

L'agence S&P baisse la note des banques canadiennes

"L'agence de notation S&P a revu à la baisse son évaluation des banques canadiennes pour la faire passer à «*négatif*», en raison de préoccupations entourant la position du gouvernement fédéral au sujet d'éventuels sauvetages à leur endroit. La révision de la S&P survient un mois après qu'une autre agence de notation, Moody's Investor Services, eut également revu à la baisse son évaluation des banques canadiennes."

Source : [La Presse](#)

« Subprimes » : Bank of America vers une amende record d'au moins 16 milliards de dollars

"Bank of America (BofA) et les autorités américaines sont sur le point de conclure un accord selon lequel la banque écoperait d'une amende comprise entre 16 et 17 milliards de dollars (entre 12 et 12,7 milliards d'euros), rapportent mercredi 6 août le New York Times et le Wall Street Journal, citant des sources proches du dossier."

Source : [Le Monde](#)

La française Société Générale risque à son tour un procès aux États-Unis

"La britannique Northern Rock réclame à la banque française 34 millions de dollars pour tromperie sur la qualité de prêts immobiliers à risque. La banque française peut toutefois encore éviter un procès en concluant un accord. Après BNP Paribas, au tour de Société Générale d'être dans la tourmente judiciaire outre-Atlantique. Du moins la deuxième banque française semble-t-elle marcher dans les pas de la première. Un tribunal américain a en effet refusé de classer une plainte de la banque britannique Northern Rock, qui réclame à la française quelque 34 millions de dollars pour l'avoir trompée sur la qualité de prêts immobiliers à risque ("subprimes") qu'elle lui avait vendus."

Source : [La Tribune](#)

CRISE ÉCONOMIQUE

Artus : l'économie de la zone euro est bien partie pour rechuter

« Les derniers indicateurs économiques de la zone euro sont défavorables. Si on regarde les évolutions des indicateurs conjoncturels, on observe un retournement à la baisse de la production industrielle en Allemagne, en France, en Italie et dans la zone euro globalement ; la stagnation des commandes de biens d'équipement sauf en Espagne ; l'affaiblissement des exportations, le retournement à la baisse des importations dans tous les pays. Ceci pose la question suivante : peut-il y avoir une rechute de l'économie de la zone euro alors que les prévisionnistes attendent une normalisation de la

croissance ? » [Rechute ? Parce que la croissance avait déchantée entre temps ?!]

Source : [Le Point](#)

Allemagne : contraction surprise du PIB au deuxième trimestre

" Pour la première fois en plus d'une année, le produit intérieur brut allemand a enregistré au deuxième trimestre une contraction, de 0,2%. La fragilité des exportations et de l'investissement, tout particulièrement dans la construction, ont surtout pesé sur la première économie européenne. La nouvelle, inattendue, tombe comme un cheveu sur la soupe après l'annonce la semaine dernière d'un retour en récession de l'Italie et celle, ce même jeudi, d'une stagnation de l'économie française. Pour la première fois en plus d'une année, le produit intérieur brut allemand a enregistré au deuxième trimestre une contraction, de 0,2%, a annoncé l'Office fédéral de la statistique, Destatis."

Source : [La Tribune](#)

Le Japon subit la plus forte contraction de son économie depuis le tsunami de 2011

"Le PIB a chuté de 6,8% au 2e trimestre en rythme annualisé. Entre avril et juin, la hausse de la TVA a fait plonger les dépenses des ménages de 5,2%, et celles des entreprises nippones de 2,5%. La baisse était certes attendue, mais pas d'une telle ampleur. Le Japon a en effet connu la plus forte contraction de son activité économique depuis le séisme et le tsunami de mars 2011, indique Reuters. Le produit intérieur brut (PIB) nippon a reculé de 1,7% entre avril et juin par rapport au premier trimestre, alors qu'il n'avait cessé de progresser depuis fin 2012, à l'exception du quatrième trimestre 2013 qui avait enregistré une stagnation."

Source : [La Tribune](#)

DÉMOCRATIE

De l'impuissance

"Beaucoup de gens de bonne volonté se battent afin de démystifier la propagande des Pouvoirs. Nous voyons par exemple, aux Etats-Unis, le travail de gens comme Parry, Stockman, Pat Buchanan, etc. En France, il faut

louer le travail de bloggers, d'économistes [...] Le problème de la vérité est de savoir pourquoi le mensonge réussit mieux qu'elle. Et notre réponse est que la vérité ne s'impose jamais d'elle-même, sauf, peut-être, à très long terme, et encore, mais que le mensonge, appuyé par la force, lui, est presque toujours vainqueur. [...] Vous vivez dans le béni oui-oui, dans la soumission au nom de valeurs humanistes, mais eux vivent dans un autre monde, pragmatique, sans autre principe que celui de la domination maximum. Vous vivez dans des règles morales qui produisent de la soumission; ils vivent dans un monde où il n'y a pas d'autre règle que durer, se reproduire, conserver, et je dirais même, si je ne craignais d'être mal compris et considéré comme anticapitaliste, que leur but dans la vie est de capitaliser. Capitaliser au sens suivant : faire en sorte que ce qui domine, domine de plus en plus. La domination auto-productive et auto-reproductive. [...] Ils méritent vraiment leur nom de néo-cons. Ils luttent pour le maintien de leur capital ancien, à la faveur des armes et des instruments que ce capital ancien leur permet encore de contrôler."

Source : [Le Blog à Lupus](#)

EUROPE

Croissance zéro : il faut parler avec l'Allemagne

"Les chiffres qui sont publiés en zone euro depuis plusieurs mois et tout particulièrement ces jours-ci, en France comme en Allemagne, démontrent que, contrairement à ce que croyaient les dirigeants de la zone euro, la croissance ne va pas revenir comme à l'orée d'un cycle. Elle semble pour le moment condamnée à l'encéphalogramme plat, de manière durable. Quand on s'est à ce point trompé, il devient difficile d'adapter son discours. Mario Draghi cherche des explications du côté de la situation géopolitique, le gouvernement français du côté des critères de convergence, des excédents courants de l'Allemagne et de la BCE, accusée de ne pas faire davantage marcher la planche à billets, les chefs d'entreprises du côté du rythme insuffisant des réformes de structure, toujours évoquées, rarement réalisées."

Source : [Blog Mediapart](#)

STOP-APE : un appel aux organisations de la société civile et aux élus, en Europe et en Afrique

« L'Union Européenne a signé avec seize pays d'Afrique de l'Ouest un accord dit de partenariat économique. Pire que le Traité transatlantique avec les Etats-Unis, l'APE est un blanc-seing donné par la Commission européenne aux multinationales pour piller les ressources et le marché africains. Un appel est lancé pour appeler les élus européens à ne pas ratifier cet accord. »

Source : [le blog de Jean Gadrey](#)

FRANCE

Assurances : sommes-nous prêts à être espionnés pour payer moins cher ?

« Certains assureurs français prennent le pli des objets connectés en proposant des contrats moins chers aux personnes aux « comportements vertueux », selon les données collectées. Bientôt une contrainte ? »

Source : [Rue89](#)

BNP Paribas : Devenue de facto banque américaine

"Le Journal du Dimanche, en distillant des confidences autorisées, confirme ce que la plupart des observateurs avertis du monde financier pressentaient : les jours de Baudouin Prot à la tête de BNP Paribas sont comptés. Michel Pébereau avait réussi à hisser la banque dans le trio des plus grandes banques européennes (à quel prix ?). Baudouin Prot aura réussi à faire de la plus grande banque française une banque de facto américaine. [...] La France, même lorsqu'elle nationalise, n'ose prendre de telles mesures. Aussi faut-il peut-être en réalité et a posteriori lire dans ses vives protestations contre la sanction financière américaine la triste réalité : la France s'est fait déposséder de sa plus grande banque. L'ironie de l'histoire, c'est évidemment que si la France s'était décidée à prendre – sérieusement – les choses en main en matière de régulation et de sanction, ce sont des fonctionnaires du ministère de la justice français qui siègeraient aujourd'hui au sein du comité de sécurité de la banque."

Source : [Le blog de Paul Jorion](#)

La police va expérimenter des drones

"La préfecture de police de Paris prévoit d'expérimenter l'usage des drones dans les prochaines semaines. Ces engins doivent notamment permettre de faciliter la collecte de l'information dans des endroits où l'engagement de policiers serait périlleux. [...] Selon la lettre d'information (.pdf) de la préfecture de police en date du 6 août, ces tests seront organisés par la direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL). Son directeur, Philippe Caron, a indiqué que l'usage des drones peut être envisagé pour "récupérer de l'information dans des zones risquées sans engager des personnels". "

Source : [Numerama](#)

La France, en route vers la censure d'Internet

"Le pays des Lumières, havre des libertés, met en place petit à petit un système de blocage administratif des sites web, sans intervention de la justice. C'est le genre d'article qu'on espérait ne jamais devoir écrire... Les députés ont voté mardi soir en commission des Lois le blocage administratif de sites faisant l'apologie du terrorisme, et ce, sans intervention de la justice. L'Assemblée devra se prononcer en plénière mi-septembre sur l'ensemble du projet de loi de lutte contre le terrorisme. Si le but est évidemment louable, la mesure est largement critiquée, dans la droite ligne des blocages prévus pour lutter contre la pédopornographie. "

Source : [Le Point](#)

LIBERTÉS

Le parlement ukrainien adopte une loi contraignant la liberté des médias

"Un projet de loi restreignant considérablement la liberté d'information a passé avec succès sa première lecture au parlement ukrainien. Dans le contexte de crise avec la Russie, le texte a pour but de protéger les "intérêts sécuritaires" de l'Ukraine. [...?] Le gouvernement ukrainien n'est pas reconnu comme légitime dans certaines régions du pays particulièrement dans l'Est, toujours en proie à de violents affrontements entre ukrainiens et séparatistes pro-russes." [Y-aurait-il des choses à cacher en Ukraine ??]

Source : [La Tribune](#)

L'existence d'un autre "Edward Snowden" se confirme

"De nouveaux documents confidentiels publiés par la presse américaine et contenant des informations rédigées après l'exil d'Edward Snowden tendent à confirmer l'existence d'un autre lanceur d'alerte aux États-Unis. C'est en tout cas la conclusion de Washington, qui cherche désormais à l'identifier. C'est certainement l'une des plus grandes craintes de Washington : que l'action d'Edward Snowden, pourtant confronté à des défis immenses depuis qu'il a révélé la réalité de plusieurs programmes de surveillance de masse mis en œuvre par la NSA, suscite des vocations. Or c'est manifestement ce qui est en train de se passer, puisque l'existence d'un second lanceur d'alerte serait confirmée. En effet, CNN indique, sur la base d'informations obtenues d'une source gouvernementale, que la Maison-Blanche a conclu qu'il y a un autre "Edward Snowden" au sein de la communauté du renseignement des États-Unis qui est en train d'organiser la fuite de documents confidentiels. Évidemment, les autorités s'efforcent d'identifier cette nouvelle source."

Source : [Numerama](#)

Les USA auraient coupé Internet en Syrie en 2012, par erreur

"Depuis trois ans, la Syrie a connu plusieurs épisodes dans lesquels l'accès à Internet du pays a été fortement perturbé ou complètement coupé. Or, Edward Snowden a récemment confié qu'au moins l'un de ces incidents n'a pas été causé par le régime de Bachar el-Assad. [...] Cet épisode raconté par Edward Snowden paraît crédible, dans la mesure où la NSA n'a pas d'intérêt à couper les télécommunications de la cible qu'elle veut écouter. L'événement n'a en revanche pas été daté avec précision par l'ancien analyste de la NSA, hormis l'année (2012). Aussi, il n'est pas impossible que la coupure provoquée involontairement par l'agence américaine soit celle de novembre 2012 que nous évoquions plus haut. La coupure a pu sembler "naturelle" parce que ce n'était pas la première fois que la Syrie connaissait de graves problèmes de réseau. "

Source : [Numerama](#)

MATIÈRES PREMIÈRES

Le « pic du nucléaire » date... de 2005. C'est la chute finale.

« Contrairement à la propagande des multinationales de l'atome, la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité est en chute libre depuis des années, un mouvement qui avait commencé bien avant Fukushima et qui s'est accéléré depuis. Au-delà de l'électricité, sa part dans la production mondiale « d'énergie primaire » ou dans la consommation d'énergie est infime et déclinante. »

Source : [le blog de Jean Gadrey](#)

RÉFLEXION

[Banque Mondiale 1/6] Autour de la fondation des institutions de Bretton Woods

[Une série de 3 articles cette semaine, les 3 suivants la semaine prochaine.]
"Voici 70 ans, le 22 juillet 1944, prenait fin la conférence de Bretton Woods. Pour éviter la répétition de crises du type de celle de 1929, mais également pour assurer son leadership sur le monde de l'après seconde guerre mondiale, le gouvernement des États-Unis planche très tôt sur la création d'institutions financières internationales [1] . C'est en 1944 que naîtront à Bretton Woods la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Au départ, l'administration Roosevelt est favorable à la création d'institutions fortes capables d'imposer des règles au secteur financier privé, y compris à Wall Street. Mais les banquiers y sont hostiles et Roosevelt recule. Par ailleurs, la répartition des voix au sein de la Banque mondiale et du FMI illustre bien la volonté de domination de quelques grandes puissances sur le reste du monde."

Source : [CADTM](#)

[Banque Mondiale 2/6] La Banque mondiale au service des puissants dans un climat de chasse aux sorcières

" Contrairement à une idée reçue, la mission de la Banque mondiale ne consiste pas à réduire la pauvreté dans les PED. La mission que les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, principalement les États-Unis et le Royaume-Uni, lui ont attribuée consiste à aider à la reconstruction de l'Europe et, subsidiairement, à favoriser la croissance économique des pays

du Sud dont une bonne partie étaient encore des colonies. C'est cette dernière mission qu'on a appelée « développement » et qui a pris de plus en plus d'ampleur. La Banque prête d'abord de l'argent aux métropoles coloniales (Royaume-Uni, France, Belgique) pour mieux exploiter leurs colonies, puis quand celles-ci obtiennent leur indépendance, la Banque mondiale leur impose d'assumer les dettes contractées par leurs ex-métropoles pour renforcer la colonisation et l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur peuple."

Source : [CADTM](#)

[Banque Mondiale 3/6] Conflits entre l'ONU et le tandem Banque mondiale/FMI des origines aux années 1970

"La Banque mondiale et le FMI sont des institutions spécialisées de l'ONU, en principe comparables à l'Organisation internationale du travail ou à la FAO. A ce titre, elles sont censées collaborer étroitement avec les organes des Nations unies et les autres institutions spécialisées à la poursuite des objectifs figurant dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La Banque et le FMI ont tenté dès le début de se soustraire largement aux obligations auxquelles sont tenues les organisations membres du système des Nations unies. En ce qui concerne la Banque, alors que sa mission d'aide au développement aurait dû l'amener à rechercher un rapprochement avec l'ONU, ses dirigeants ont travaillé avec succès à la mettre hors de portée de celle-ci. La Banque et le FMI ont joué un rôle actif dans la guerre froide et plus tard dans la réaction des dirigeants des pays les plus industrialisés face à la montée en puissance des pays du Tiers Monde qui revendiquaient un Nouvel ordre économique international. La BM et le FMI ont violé la charte et plusieurs résolutions des Nations unies en soutenant la politique coloniale de la dictature de Salazar au Portugal et le régime de l'apartheid en Afrique du Sud."

Source : [CADTM](#)

VUES D'AILLEURS

Innombrables expériences démocratiques non athéniennes : lire Graeber, Dupuis-Déri et Rediker

"Après m'avoir fait comprendre que presque tout ce qu'on nous apprend en «

économie » sur la monnaie et la dette est un tissu de contresens, voilà que David me fait réaliser, à moi qui justement croyais avoir déjà fait un bon travail de démystification sur le plan politique autour de la démocratie, que j'ai encore un étage à monter pour prendre conscience des erreurs courantes en la matière. Cet anthropologue observe les sociétés humaines réelles, y compris et surtout les communautés dont l'imaginaire n'a pas encore été colonisé par les marchands (et leurs armées), les sociétés qu'on appelle « primitives » et qui sont, en fait, à bien des égards, plus humaines et plus généreuses que nous, stupides consommateurs matérialistes et compétiteurs égoïstes – décervelés par la réclame et les jeux du cirque – que nous sommes devenus. [...] Toutes les sociétés sans État se sont organisées — et s'organisent encore, naturellement, spontanément — de façon démocratique ! C'est-à-dire en se réunissant tous pour discuter ensemble et décider ensemble, et presque toujours sans voter ! En cherchant toujours le consensus, sorte de quasi-unanimité..."

Source : [Kaisen-Magazine](#)

ÉCONOMIE

Embargo russe contre l'Europe, une aubaine pour de nombreux pays !

« Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Ainsi, de nombreux pays, du Brésil au Maroc, en passant par l'Inde et la Turquie, s'appêtent à remplacer les exportateurs européens, américains et canadiens pour approvisionner le marché russe en viande, fruits et légumes. » [Le fameux double effet kiss-cool...]

Source : [Le Temps.ch via le blog à Lupus](#)

La Chine relève le salaire minimum pour dynamiser la consommation

« Le salaire minimum chinois poursuit sa progression inexorable. Au cours du premier semestre 2014, seize villes et provinces du pays, dont Pékin, l'ont relevé en moyenne de 14,2 %, a annoncé mardi 5 août l'agence China News Service. Cette progression s'inscrit dans la droite ligne du plan quinquennal pour la période 2011-2015, qui prévoit que le minimum salarial soit rehaussé de 13 % en moyenne par an. Le niveau le plus élevé est atteint à Zhejiang, où le salaire minimum est désormais équivalent à 220 euros. Un montant qui dépasse celui de certains pays d'Europe de l'Est, comme la Bulgarie et la

Roumanie, où il s'établissait à 160 euros en 2013. »

Source : [Le Monde](#)